

> Entreprise en difficulté financière : qu'est-ce que la garantie des salaires ? : Créances garanties pour le salarié

Paragraphe 3 : Institutions de garantie contre le risque de non-paiement.

L. 3253-14

LOI n°2008-126 du 13 février 2008 - art. 16

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'assurance prévue à l'article **L. 3253-6** est mise en oeuvre par une association créée par les organisations nationales professionnelles d'employeurs représentatives et agréée par l'autorité administrative.

Cette association conclut une convention de gestion avec l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage et avec l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale pour le recouvrement des cotisations mentionnées à l'article **L. 3253-18**.

En cas de dissolution de cette association, l'autorité administrative confie à l'organisme prévu à l'article **L. 5427-1** la gestion du régime d'assurance institué à l'article **L. 3253-6**, à l'exception du recouvrement des cotisations mentionnées à l'article **L. 3253-18** confié aux organismes mentionnés à l'article **L. 5422-16**.

Cette association et l'organisme précité constituent les institutions de garantie contre le risque de non-paiement.

L. 3253-15

LOI n°2008-67 du 21 janvier 2008 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les institutions de garantie mentionnées à l'article **L. 3253-14** avancent les sommes comprises dans le relevé établi par le mandataire judiciaire, même en cas de contestation par un tiers.

Elles avancent également les sommes correspondant à des créances établies par décision de justice exécutoire, même si les délais de garantie sont expirés.

Les décisions de justice sont de plein droit opposables à l'association prévue à l'article **L. 3253-14**.

Lorsque le mandataire judiciaire a cessé ses fonctions, le greffier du tribunal ou le commissaire à l'exécution du plan, selon le cas, adresse un relevé complémentaire aux institutions de garantie mentionnées à l'article **L. 3253-14**, à charge pour lui de reverser les sommes aux salariés et organismes créanciers.

L. 3253-16

LOI n°2008-67 du 21 janvier 2008 - art. 3

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les institutions de garantie mentionnées à l'article **L. 3253-14** sont subrogées dans les droits des salariés pour lesquels elles ont réalisé des avances :

1° Pour l'ensemble des créances, lors d'une procédure de sauvegarde ;

2° Pour les créances garanties par le privilège prévu aux **articles L. 3253-2, L. 3253-4 et L. 7313-8** et les créances avancées au titre du 3° de l'article **L. 3253-8**, lors d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. Les autres sommes avancées dans le cadre de ces procédures leur sont remboursées dans les conditions prévues par les dispositions du livre VI du code de commerce pour le règlement des créances nées antérieurement au jugement d'ouverture de la procédure. Elles bénéficient alors des privilèges attachés à celle-ci.

L. 3253-17

LOI n°2016-1917 du 29 décembre 2016 - art. 60 (VD) - [Conseil Constit.](#) 2016-744 DC

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La garantie des institutions de garantie mentionnées à l'article **L. 3253-14** est limitée, toutes sommes et créances avancées confondues, à un ou des montants déterminés par décret, en référence au plafond mensuel retenu pour le calcul des contributions du régime d'assurance chômage, et inclut les cotisations et contributions sociales